

Dans quelques semaines, les Belges iront voter. Quels sont les enjeux de ces élections? Pour quel parti voter? En quoi l'Eglise peut-elle vous aider? Durant trois semaines, Dimanche vous accompagne sur ces questions. **Aujourd'hui, cap sur le scrutin régional**

L'ENJEU: FACE À LA MONTÉE DES EXTRÊMES

Les Francophones vont-ils résister ?

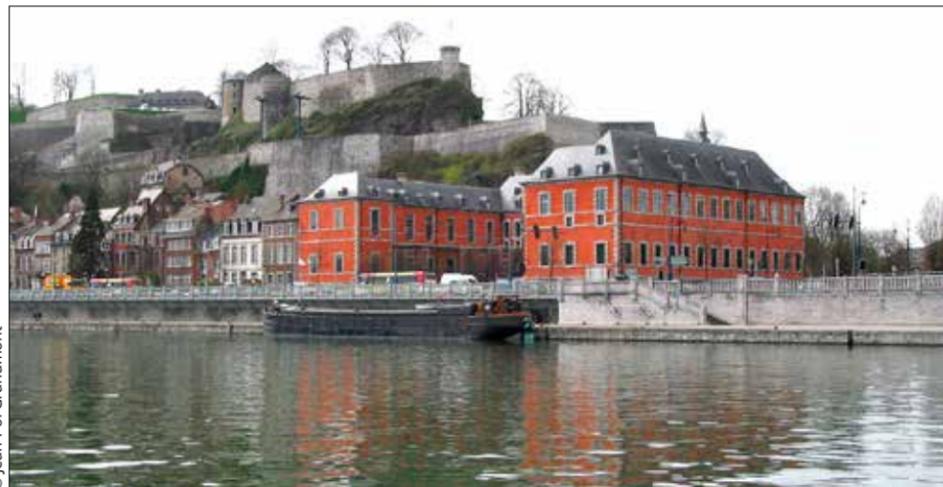
Ils s'appellent Salvini, Orban et Le Pen. Ils vantent les sentiments identitaires et la fermeture des frontières. Ils chantent les charmes de la nation et n'ont pas peur d'être autoritaires. Partout, en Europe, les extrémistes gagnent des voix.

Partout? Non. Un petit coin du continent semble résister à cette envolée. "Depuis la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, la Belgique francophone est moins terre d'extrémismes que les régions voisines", constate Pierre Verjans, politologue à l'Université de Liège. Lequel explique cette exception par une raison: l'absence d'identité forte. "Lorsque l'on dit 'Vive la France' ou 'leve Vlaanderen'", tout le monde sait bien de quoi on parle. Si on dit 'Vive la Fédération Wallonie-Bruxelles', tout le monde s'endort... Pour un parti d'extrême droite, il est plus facile de s'implanter lorsqu'il y a une identité forte." Moins structurel, un autre élément joue sans doute: l'absence d'un homme fort et rassembleur. "La différence entre la Belgique francophone et ses voisins réside dans la faible capacité organisationnelle des partis de droite radicale et dans un manque de leadership", souligne Régis Dandoy, politologue à l'UCLouvain et à l'Université de Gand.

Si les Francophones ne succombent pas facilement aux sirènes de l'extrême droite, sans doute se laissent-ils davantage tenter par le PTB. Reste cette question: le Parti du Travail est-il un parti d'extrême gauche? "Il l'a été, répond Pierre Verjans. Mais depuis ses succès électoraux de 2012, il met en avant les revendications que François Mitterrand défendait en 1981. En aucun cas, il n'organise de cellule clandestine visant à s'attaquer à la police, par exemple..."

Recomposition de l'extrême droite

Si le PTB risque de sortir renforcé du prochain scrutin régional, qu'en sera-t-il de la droite extrême? Ces dernières semaines, celle-ci a connu quelques recompositions, particulièrement avec la création des Listes Destexhe. L'ancien franc-tireur du MR aura-t-il plus de succès que le Parti Populaire de Mischaël Modrikamen? Pas sûr. Au-delà, la création de ce parti tend sans



© Jean-Pol Grandmont

Le parlement wallon à Namur.

doute aussi à affaiblir l'extrême droite francophone, puisqu'elle la divise. Conclusion: sauf surprise, la Belgique francophone devrait demeurer plutôt épargnée par la montée des extrémistes. Régis Dandoy opine. Et ajoute: "Même si on peut s'attendre à une plus grande

dispersion des voix à l'issue du scrutin, les partis politiques traditionnels, ainsi que les écologistes, vont demeurer des acteurs incontournables de la politique à Bruxelles et en Wallonie".

✍ Vincent DELCORPS

LA QUESTION DE SENS

L'Eglise peut-elle vous aider à voter ?

En Belgique, l'Eglise et la politique ont longtemps entretenu des rapports riches et complexes. Intimes aussi. Jusqu'en 1960, dans leurs sermons, les curés ne manquaient guère d'allègement pousser leurs ouailles à voter en faveur du Parti catholique – ou de son successeur, le Parti Social-chrétien. Et si celles-ci ne respectaient pas les instructions? C'est rien moins qu'un péché qu'elles commettaient! Ce temps-là est révolu. Et c'est une bonne nouvelle. "A l'intérieur du jeu démocratique, l'Eglise n'a pas à prendre position pour ou contre un parti", indique le prêtre et écrivain Gabriel Ringlet. "L'Eglise d'aujourd'hui devrait se réjouir que celles et ceux qui se réfèrent au christianisme, et plus précisément encore à l'Evangile, s'engagent dans la société civile, chacun faisant son choix en toute autonomie et à partir de son analyse propre." Pour autant, l'Eglise a sans doute encore des choses à dire. "Je me réjouis que le pape François ait été parmi les premiers à se solidariser avec les migrants", pointe ainsi Gabriel Ringlet. "Sur des terrains larges, hors politique politicienne, des balises peuvent être données qui expriment par exemple le sens des Béatitudes pour aujourd'hui." Sans doute est-ce dans cet esprit que s'inscrit la récente Déclaration des évêques de Belgique au seuil des élections. Evoquant la question du partage des richesses, le respect de la

vie humaine ou encore l'héritage de "notre maison commune", les évêques attirent l'attention des électeurs sur quelques enjeux majeurs, et invitent les catholiques à "un véritable discernement". "Ce n'est pas un mémorandum", souligne Tommy Scholtes, porte-parole de la Conférence épiscopale. "Les évêques ne demandent rien de particulier. C'est plutôt une réflexion, une invitation aux catholiques à voter en pleine conscience, en pleine connaissance de cause de leur mission et de leur responsabilité comme citoyens."

A souligner: conjointement adressé par les évêques francophones et néerlandophones, le texte est, par lui-même, un joli signe d'unité. Sa rédaction fut d'ailleurs une œuvre largement collective, pour laquelle quelques experts extérieurs ont été sollicités, mais dans laquelle les prélats se sont personnellement investis. "Il ne serait pas juste d'indiquer un auteur plus qu'un autre", insiste Tommy Scholtes. "Ce fut un vrai travail commun des évêques." (V.D.)



© Jacques Bihin

LE REGARD DU PRÊTRE

"Le fait régional réduit la distance"

Dans un monde devenu grand village, beaucoup se sentent isolés. L'interconnexion digitale n'assouvit pas le désir humain de se sentir en relation et d'appartenir à une communauté visible où se vit notamment la valeur de proximité. Premier échevin durant de longues années dans une commune de six mille habitants, j'ai pu expérimenter l'interaction concrète avec la population. Confronté souvent à des interpellations vives, à des conflits parfois aigus sur le terrain, la recherche de solutions concrètes m'a paru passer par la pédagogie et la confiance nouée dans des liens de proximité. L'émergence du fait régional en Europe, notamment dans le contexte très particulier de la Belgique, m'apparaît positive, car elle réduit la distance avec les citoyens dans des domaines qui les touchent directement. Construire l'Europe dans des créneaux stratégiquement majeurs dans un monde globalisé et régionaliser les Etats-nations n'est pas antinomique. C'est la mise en œuvre d'un principe cardinal de l'enseignement social de l'Eglise: la subsidiarité. Celle-ci consiste à régler les problèmes à un échelon proche



des gens et à ne le faire au niveau supérieur qu'en vue d'une valeur ajoutée. Certes, la Région wallonne et son coq ont rarement passionné les foules mais la gouvernance de ce territoire mérite l'implication de ses citoyens.

L'expérience de la politique m'a fait découvrir la pertinence de la recherche du bien commun. La satisfaction clientéliste de la somme des intérêts individuels en est l'envers. Bâtir une société juste sur le long terme implique le refus des décisions démagogiques et des replis égoïstes. François rappelle que la politique est la forme la plus haute de la charité, car elle cherche le bien commun. Dans une démocratie en bonne santé, les diverses composantes d'une société doivent débattre dans la transparence mais aussi coopérer dans un but commun. Cet état d'esprit me semble impliquer aussi l'exercice de la charité, vertu vieillotte mais susceptible de donner ce supplément d'âme, le souci de la solidarité pour un meilleur vivre ensemble.

✍ Serge MAUCQ, curé de la paroisse Notre-Dame d'Espérance (Louvain-la-Neuve)